



Comptes définitifs 2016 La croissance guadeloupéenne ralentit

En 2016, la croissance économique de la Guadeloupe ralentit à nouveau. Le produit intérieur brut (PIB) augmente de 1,6 % en valeur. Cette hausse, identique à la moyenne nationale, est soutenue par un solde des échanges commerciaux favorable : d'un côté la hausse des exportations profite depuis 2015 de l'essor du trafic aérien local et de la dépense des touristes et d'un autre côté, le coût de l'énergie importée est en baisse. Hors produits pétroliers, la croissance serait nulle, pénalisée d'une part par le repli de l'investissement et la baisse de la consommation des ménages en valeur et d'autre part soutenue par la dépense hors investissement des administrations.

Jean Louis, Emmanuel Thioux (Insee)

En 2016, le produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe croît de 1,6 % en valeur (*figure 1*), soit un rythme en deçà de celui des deux années précédentes (+ 1,9 % en 2015 et + 2,1 % en 2014).

La production faiblit très légèrement (- 0,1 % après + 1,2 en 2015), tandis que les consommations intermédiaires baissent nettement (- 2,2 % après + 0,8 % en 2015). La production agricole augmente (+ 2,6 % après - 1,6 %), elle profite de la reprise des exportations de bananes (+ + 9,8 %) qui avait fortement chuté (- 8,8 %) en 2015 suite à la sécheresse prolongée de mai à août. La production de l'industrie agro-alimentaire (+1,2 % après - 0,9 %) augmente également tandis que celle des biens manufacturés diminue (- 7,6 % après +1,4 % en 2015), à cause de la faiblesse de la demande intérieure. Dans le commerce, la production augmente (+ 1,1 %) moins vite qu'en 2015

1 En 2016, l'investissement est la seule ombre au tableau

Le Produit Intérieur Brut et ses composantes (en point de croissance)



Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Guadeloupe, base 2014

et 2014 (respectivement + 2,1 % et ++ 2,9 %). En revanche dans l'hébergement-restauration, elle se redresse (+ 2,9 % après - 2,4 %).

Le secteur de la construction est en grande difficulté. La quasi-totalité des indicateurs sont en net recul tel celui du nombre de logements autorisés et la demande d'autres bâtiments. Après - 4,3 % en 2014 puis - 8,6 % en 2015, sa production recule à nouveau de 5,4 %. L'augmentation des permis de construire (+ 13,2 %) pour la première fois depuis 2012, laisse néanmoins entrevoir une possible sortie de crise.

La consommation finale (+ 0,4 %) contribue beaucoup moins à la croissance en 2016 qu'en 2015 (+ 0,4 point après + 1,6 point) tandis que l'investissement baisse de nouveau nettement (- 4,4 %) comme l'an dernier et freine la croissance dans les mêmes proportions (- 0,7 point après - 0,8 en 2015). À l'inverse, le commerce extérieur contribue davantage à la croissance (+ 1,5 point après + 0,9) (figure 1).

La consommation des ménages peine à retrouver son niveau d'avant crise

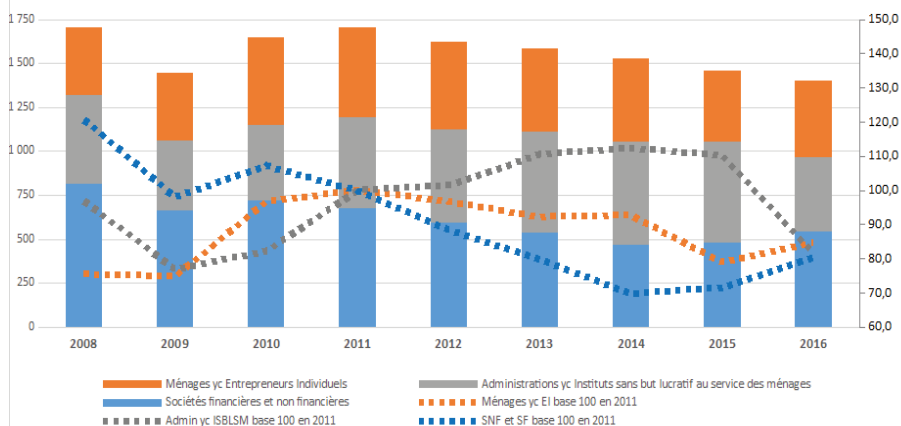
En 2016, pour la première fois depuis la crise de 2009, l'évolution de la consommation des ménages guadeloupéens est négative (- 0,4 % en valeur après + 0,3 % en 2015 et 1,2 % en 2014) comme en volume (- 0,3 %), c'est-à-dire corrigé de l'inflation (- 0,1 %). Cette diminution a lieu malgré la hausse des octrois de crédits à la consommation (+ 5,1 % après + 7,8 % en 2015) qui ralentit légèrement toutefois. Elle contribue de - 0,2 point au ralentissement de la croissance en valeur.

La consommation des ménages diminue en raison du prix des carburants qui continue de fondre. Après avoir baissé de 48,6 % en 2015, le cours du Brent baisse à nouveau de 17,8 %. Les économies réalisées sur le carburant dont la consommation diminue en valeur de - 7,8 % (après - 2,0 %) servent à consommer d'autres biens et services comme en témoignent les ventes de voitures particulières neuves (+ 3,2 %), de produits agricoles (+ 6,2 % après + 4,3 %), de services financiers (+ 12 % après + 3,5 % en 2015), d'hôtellerie ou de restauration + 2,9 % après - 1,4 %.

En 2016, la consommation des administrations publiques ralentit également (+ 1,3 % après 3 % en 2015). La dépense publique hors investissement reste le moteur principal de la croissance guadeloupéenne. Sa part dans le PIB guadeloupéen est de 47 % et contribue pour + 0,6 point à la croissance (figure 1). Parmi les principales dépenses, celles de l'administration générale et de la sécurité sociale augmentent de 2,5 %, celles pour la santé humaine et l'action sociale de 3,6 % et celles de l'enseignement de 1,0 %.

2 En 2016, la chute de l'investissement public masque l'embellie des investissements émanant du secteur privé

Investissement (en millions d'euros courants) et ses composantes (en base 100 en 2011)



Lecture : En 2016 les sociétés financières et non financières ont investi 541 M€, ce montant comparé à leur niveau d'investissement en 2011 correspond à 80,5 % de celui-ci.

Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Guadeloupe, base 2014

L'investissement continue de se contracter

En 2016, la formation brute de capital fixe (FBCF) de l'ensemble des agents économiques continue son repli amorcé en 2012. Elle baisse de 4,4 % en valeur comme en 2015. Elle tire ainsi la croissance de l'activité vers le bas (- 1,3 point de PIB). Cette baisse masque deux dynamiques opposées. L'investissement privé accélère (+ 16,5 % après + 2,5 %) pour les entreprises et se redresse nettement (+ 7,2 %) pour les ménages après avoir chuté de 14,8 % en 2015, tandis que l'investissement public s'écroule (- 27 % après - 2,6 %).

L'investissement des ménages devient très dynamique grâce aux transactions immobilières favorisées par la baisse des taux d'intérêts. L'encours des crédits à l'habitat, qui agit avec un effet retard, augmente de 3,5 % après 10,8 % en 2015.

Les collectivités locales, qui représentent 80 % de l'investissement public, accusent réception de nombreux projets à l'image du parking à deux étages de Basse-Terre et ont beaucoup moins investi en 2016, le temps de se positionner sur de nouveaux projets.

À l'inverse, l'année 2016 est marquée par la poursuite de chantiers privés comme le Family Plaza, complexe qui regroupe plusieurs grandes enseignes dans le quartier de Providence, devant générer un investissement total de 70 millions d'euros sur 4 ans et dont la livraison a débuté par l'ouverture du Cinéstar le 28 juin 2017.

L'année est également marquée par des financements consentis aux entreprises qui restent élevés (+ 4,9 % après + 8,5 % en 2015) et des octrois de crédits immobiliers, qui représentent 54,5 % de l'encours sain des entreprises, encore positifs bien qu'ils ralentissent (+ 1,2 % contre + 4,8 % un an plus tôt).

Toutefois, si les niveaux de l'investissement des ménages et des sociétés se redressent, ils sont encore 20 % en dessous de leurs niveaux de 2011. La chute de l'investissement public impacte d'autant plus à la baisse le PIB que l'effort d'investissement des administrations passe de 110,3 % en 2015 à 81,6 % en 2016 (figure 2).

La croissance fortement soutenue par les échanges extérieurs

En 2016, le solde des échanges extérieurs baisse de 7,3 %. Cette baisse contribue à la croissance pour 1,5 point (après + 0,9 point en 2015) (figure 1). Elle est imputable à la réduction des importations en valeur (- 2,4 % après + 0,2 %) qui profitent de la baisse du prix des produits pétroliers (- 8,6 %).

Les importations sont à la fois un atout et une faiblesse pour l'économie. Dans un territoire insulaire, exigu et très éloigné de la France métropolitaine comme la Guadeloupe, les importations sont un atout, car elles sont le seul moyen de répondre à la demande de certains biens et services qui ne peuvent pas être produits sur place. C'est notamment le cas des biens manufacturés, dont la demande augmente de 3,1 %. Cette demande ne pouvant être satisfaite par l'appareil productif local, les importations augmentent de 3,8 % pour ce secteur. Elles sont par contre une faiblesse lorsque les biens et services importés entrent en concurrence avec ceux produits localement. Dans le cas actuel, la baisse des importations n'étant imputable qu'en prix et non en volume, profite grandement à l'économie : celle-ci continue à fonctionner en utilisant le même volume de pétrole qui lui coûte moins cher. Hors produits pétroliers, les importations auraient ainsi augmenté de 2,4 % (après + 2,5 %) au lieu de baisser de 2,4 % (après +

0,2 %), et auraient pénalisé la croissance. Pour l'heure, les importations contribuent ainsi à + 0,7 point au PIB tandis que les exportations, qui progressent de 5,7 % en valeur mais moins qu'en 2015 (+ 8,9 %), y contribuent pour + 0,8 point.

La hausse des exportations provient principalement des biens manufacturés et du transport. Ce dernier profite des belles performances de la compagnie locale Air Caraïbes en lien avec le tourisme qui poursuit sa progression mais à un rythme moins élevé que l'année précédente (+ 4,8 % après + 11,6 %). Les exportations de bananes repartent à la hausse (+ 9,8 %), après une année 2015 marquée par la sécheresse et par une baisse des exportations de 8,8 %.

Le tourisme en Guadeloupe reste un secteur dynamique

Les bonnes performances du secteur du transport aérien et de l'aéroport de Guadeloupe Pôle Caraïbes sont en lien avec l'attrait touristique toujours aussi vif pour la destination Guadeloupe. Pour la quatrième année consécutive, le cap des deux millions de passagers (transit inclus) est franchi avec plus de 2 250 000 passagers en 2016, soit + 7,8 % en un an. La Guadeloupe a sans doute bénéficié d'un effet report lié au risque d'attentat toujours présent en Afrique du Nord, ainsi que d'une offre de tourisme culturel qui s'est élargie à l'exemple de l'ouverture du Mémorial ACTe (2015).

L'arrivée de la Norwegian Airlines début décembre 2015 et le succès de ses vols vers les États-Unis tout au long de l'année a augmenté significativement le nombre de touristes américains en 2016 et pour les années à venir. Les dépenses des touristes contribuent à elles seules à + 0,3 point (après + 0,6 point en 2015) à la croissance du PIB. Leur poids augmente chaque année pour atteindre 5,4 % du PIB (+5,2 % en 2015) ; soit le meilleur taux depuis 2001 (6,0 % du PIB).

Le pouvoir d'achat des ménages par tête progresse de 0,9 %

Après avoir cru de + 3,7 % en 2014, le revenu disponible brut (RDB) des ménages guadeloupéens baisse légèrement en 2016 (- 0,2 % après + 0,3 % en 2015). La baisse du revenu disponible est imputable, d'une part à la baisse des revenus nets d'activité des ménages, notamment dans le secteur du bâtiment en crise et des professions libérales de santé dont les revenus baissent de 7,5 %. D'autre part, cette baisse est due aux impôts qui ont cru de 1,9 % après avoir chuté de 2,8 % en 2015. À l'inverse, les recettes issues des revenus de la propriété et la prise en compte des loyers des propriétaires de résidence principale qu'ils

3 Quelques éléments du tableau des comptes des secteurs institutionnels

	2014	2015	2016	évol 2015/2014	évol 2016/2015
Produit Intérieur Brut (PIB)	8 416	8 574	8 712	1,9%	1,6%
dont Valeur Ajoutée (VA) au prix de base	7 835	7 950	8 070	1,5%	1,5%
dont impôts nets des subventions sur les produits	581	624	642	7,4%	2,9%
Indice des prix à la conso / inflation	128,0	128,4	128,3	0,3%	-0,1%
Revenu National Brut (RNB)	8 653	8 684	8 734	0,4%	0,6%
Revenu Disponible Brut (RDB) de l'ensemble de l'économie	8 671	8 707	8 778	0,4%	0,8%
Sociétés Non Financières (SNF)					
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	917	1 034	1 084	12,7%	4,9%
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	461	470	533	1,9%	13,4%
Capacité(+)/ Besoin(-) de financement	441	453	227	2,8%	-49,9%
Taux de marge en % VA	28,6%	31,4%	32,4%	10,0%	3,2%
Taux d'investissement en % de la VA	14,4%	14,3%	15,9%	-0,6%	11,5%
Taux d'autofinancement en % de la FBCF				1,4%	-28,1%
Sociétés Financières (SF)					
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	162	166	192	2,6%	15,3%
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	7	10	8	42,7%	-26,1%
Capacité(+)/ Besoin(-) de financement	171	156	179	-8,6%	14,6%
Ménages y compris EI					
Excédent Brut d'Exploitation (EBE) hors EI	795	791	811	-0,5%	2,6%
Revenus mixtes des entrepreneurs individuels (EI)	451	447	412	-0,8%	-7,9%
Salaires bruts reçus	3 680	3 679	3 703	0,0%	0,7%
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature	1 808	1 875	1 889	3,7%	0,8%
Revenus de la propriété nets reçus	370	364	386	-1,7%	6,0%
Impôts courants	450	438	446	-2,8%	1,9%
Revenu Disponible Brut (RDB) des ménages	6 474	6 491	6 479	0,3%	-0,2%
Dépense de consommation finale	4 810	4 825	4 805	0,3%	-0,4%
Consommation effective des ménages	5 687	5 739	5 707	0,9%	-0,6%
Épargne brut	1 665	1 666	1 674	0,1%	0,5%
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	474	404	433	-14,8%	7,2%
Capacité(+)/ Besoin(-) de financement	1 406	1 507	1 478	7,2%	-2,0%
Taux d'épargne (en % du RDB)	25,7%	25,7%	25,8%	-0,2%	0,7%
Taux d'épargne financière (en % du RDB)	21,7%	23,2%	22,8%	6,9%	-1,8%
Relations avec le reste du monde					
Exportations de biens (FAB)	965	1 051	1 111	8,9%	5,7%
Importations de biens (CAF)	2 795	2 802	2 735	0,2%	-2,4%
Solde commercial	-1 830	-1 751	-1 624	-4,3%	-7,3%
Capacité(+)/ Besoin(-) de financement de la région Guadeloupe	-1 237	-1 307	-1 197	5,7%	-8,4%

Niveaux en millions d'euros courants et taux en %

Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Guadeloupe, base 2014

se versent à eux-mêmes, réduisent cette baisse (figure 3).

Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale diminue aussi légèrement (- 0,1 % après + 0,3 %) en lien avec la chute du prix des produits pétroliers. Le pouvoir d'achat du revenu disponible, c'est-à-dire corrigé de l'inflation, baisse donc de - 0,1 % après avoir été stable en 2015. En revanche, compte tenu de la baisse de la population de 1,0 %, le pouvoir d'achat par tête par contre augmente en moyenne de 0,9 % (après + 0,7 % en 2015).

La consommation des ménages en volume baissant davantage (- 0,3 %) que le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages (- 0,1 %), le taux d'épargne des ménages progresse de 0,1 point pour s'établir à 25,8 %. Le taux d'épargne financière des ménages diminue de 0,4 point, du fait de la progression de leurs dépenses d'investissement (+ 7,2 % après - 14,8 %) et s'établit à 22,8 % (figure 3).

Nette amélioration de la rentabilité des entreprises non financières

Le taux de marge des entreprises non financières progresse de 3,2 % et passe de 31,4 en 2015 à 32,4 % en 2016 soit son plus haut niveau depuis 10 ans. Il profite d'une évolution modérée des rémunérations versées (+0,3 % après -1,9 %) et d'impôts nets des subventions qui baissent de 2,7 % après + 4,4 %, conformément aux dispositions prises par l'État pour réduire les charges des entreprises. Les deux effets combinés se répercutent sur l'excédent brut d'exploitation (EBE) qui augmente de 4,9 %. Les marges dégagées permettent aux entreprises non financières d'investir davantage en 2016 (+ 13,4 % après + 1,9 % en 2015) ce qui mécaniquement fait progresser leur taux d'investissement (15,9 % après 14,3 % en 2015). Cette hausse contraste avec la baisse continue dudit taux depuis 2010 où il avait atteint 24,9 % (figure 3). ■

Définitions :

Consommation des administrations publiques : celle-ci est conceptuellement égale à la production des administrations. Cette production étant évaluée aux coûts des facteurs, soit l'ensemble de leurs dépenses hors investissement utilisées pour remplir sa mission de service public à la nation ; la consommation des administrations correspond à leurs dépenses de fonctionnement (consommations intermédiaires) et rémunérations dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'administration générale et la sécurité.

Consommation intermédiaire : valeur des biens et services utilisés pour assurer la production.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : solde du compte d'exploitation pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés et des impôts nets des subventions sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

Hébergement-restauration : La consommation dans le secteur de l'hébergement-restauration diminue malgré la hausse du nombre de touristes. En effet, certains modes d'hébergement des touristes comme les plateformes communautaires payantes de location et de réservation de logements de particuliers comme Airbnb ne sont pas comptabilisés ici.

Produit intérieur brut (PIB) : mesure de la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Les PIB mentionnés dans cette publication sont mesurés en valeur (ou à prix courants).

Revenu disponible brut des ménages (RDB) : revenu dont disposent les ménages pour consommer ou investir, après opérations de redistribution. Il comprend l'ensemble des revenus d'activité (rémunérations salariales y compris cotisations légalement à la charge des employeurs, revenu mixte des non-salariés), des revenus de la propriété (intérêts, dividendes, revenus d'assurance-vie...) et des revenus fonciers (y compris les revenus locatifs imputés aux ménages propriétaires du logement qu'ils occupent). On y ajoute principalement les prestations sociales en espèces reçues par les ménages et on en retranche les cotisations sociales et les impôts versés.

Revenu disponible ajusté des ménages (RDBA) : le revenu disponible brut (RDB) des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ils disposent. En effet, au-delà de leurs dépenses de consommation, les ménages disposent également de biens et services dont le coût est pour l'essentiel pris en charge par la collectivité : il s'agit notamment de l'éducation, de la santé et des aides au logement versées aux locataires. En 2016, le revenu disponible ajusté des ménages, qui englobe ces dépenses, diminue plus fortement (- 3,4 % après + 2,3 %).

Solde des échanges extérieurs : différence entre exportations et importations

Taux d'emploi : le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.

Taux d'épargne : ratio qui rapporte l'épargne des ménages au revenu disponible brut.

Valeur ajoutée (VA) : solde du compte de production. La valeur ajoutée est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Taux d'investissement : ratio qui rapporte l'investissement corporel brut hors apport à la valeur ajoutée (VA).

Taux de marge (EBE/VA) : ratio qui rapporte l'excédent brut d'exploitation ou le revenu mixte à la valeur ajoutée.

Source et méthode :

La comptabilité nationale est le domaine de la statistique publique qui cherche à mesurer l'activité économique d'un territoire sur une période donnée en mobilisant toutes informations disponibles (enquêtes, données administratives, etc.) et en s'appuyant sur des concepts et méthodes recommandés au niveau international dans des manuels tels que le « Système européen des comptes » (SEC) dans leur plus récente version.

L'existence de statistiques spécifiques, notamment sur le commerce extérieur, permet d'élaborer les comptes régionaux de Guadeloupe, Guyane et Martinique de A à Z selon les concepts et méthodes susmentionnés et non via la régionalisation des comptes France entière à l'instar des comptes des régions métropolitaines.

Les comptes annuels Antilles-Guyane donnent une description globale et détaillée de l'économie de chacune des 3 régions une fois par an. Cette description porte sur les ressources et emplois de biens et de services, l'activité des branches et des secteurs institutionnels. En sont extraits divers indicateurs tels le Produit Intérieur Brut (PIB) et deux tableaux importants : le tableau entrées-sorties (TES) et le tableau économique d'ensemble (TEE).

En 2019, les comptes Antilles-Guyane passent en base 2014 pour intégrer en niveau sur une année de référence (2011) toutes les recommandations du SEC 2010 ; et une série de comptes 1996-2014 publiée pour chaque Département Français d'Amérique (DFA). À noter que les comptes d'un territoire sur une période donnée ne sont comparables dans le temps (série d'années) et l'espace (entre région ou pays) qu'avec des comptes élaborés dans la même base.

Service territorial de Guadeloupe
11 Parc Activités Jabrun
97122 Baie Mahault Cedex

Directeur de la publication :
Olivier LENA

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Mise en page :
Myriam JELAINÉ

ISSN : 2416-8106
© Insee 2021

Pour en savoir plus

- « La Guadeloupe en 2016 », Rapport annuel de l'IEDOM, juin 2017 www.iedom.fr
- « Le bilan économique 2016 en Guadeloupe », Insee Conjoncture n° 3, mai 2017
- « Les comptes économiques des DOM », consultables sur www.cerom-outre-mer.fr/guadeloupe et sur www.insee.fr/guadeloupe

